

# Ceci n'est pas un gouvernement

Magritte avait beau être wallon immigré à Bruxelles, il n'aurait pas imaginé pareille situation. La Wallonie trace désormais à droite, laissant la fédération Wallonie-Bruxelles sur le carreau. Olivier Maingain fulmine. – Texte: Catherine Emens -

**U**n président libéral, c'est un scandale!" hurle une petite dame à la porte du Parlement wallon. "On n'a même pas voté pour ça! On se moque de nous!" vitupère-t-elle en tapant du pied sur les pavés et en tirant son chien par la laisse. La scène s'éternise un peu. C'était il y a dix jours à peine. Une meute de journalistes et cameramans venait de s'engouffrer dans l'antre politique namurois. Le gardien finissait par s'avancer un peu timidement et dire "calmez-vous Madame. S'énerver ne changera plus rien."

À l'intérieur, en effet, Olivier Chastel et Benoît Lutgen, les présidents respectifs du MR et du cdH, étaient occupés à détailler leur programme de nouveau gouvernement "pour une Wallonie plus forte". L'orange bleue presse le jus de sa nouvelle gouvernance. C'est la fin de l'assistanat socialiste et le départ d'un leitmotiv en phase avec le fédéral "Jobs, jobs, jobs". Willy Borsus, un libéral, est devenu ministre-président emmenant un nouveau gouvernement pour les Wallons. Et seulement les Wallons. La Wallonie redessine son avenir à droite, loin, elle l'espère, des affaires. "Il n'y avait pas le choix, de toute façon. Les affaires avaient rendu tout ce que le PS mettait sur la table, inaudible. Il

fallait changer d'attelage", glisse un Sherpa.

Épilogue d'une crise politique qui a démarré le 19 juin sur un coup de sang du président du cdH? Non parce qu'à la Communauté française, alias Fédération Wallonie-Bruxelles, depuis lors, c'est morne plaine. Les politiques ont pris leurs cliques et leurs claques pour respirer sous d'autres cieux. Vacances, j'oublie tout. Le prochain conseil des ministres doit avoir lieu le 30 août. D'ici là, les pigeons volent et les mouettes crient. Rien d'autre. "Je reprendrai une initiative à la mi-août", annonce Olivier Maingain. Le président de Défi est bien parti en vacances dans sa maison de Bourgogne. Mais à une demi-journée de Bruxelles pour permettre des allées et venues si la situation l'imposait. L'homme est préoccupé. "Il faut qu'on trouve une issue pour sauver la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si on l'abandonne, les francophones n'auront plus aucune protection et ce sera le confédéralisme comme le veut la N-VA."

Il n'est pas le seul à le penser. Pour une fois, ce n'est peut-être pas une simple passe d'armes de politiciens. Christian Behrendt (Ulg), l'un des plus éminents constitutionnalistes de Belgique, gronde: "Je ne peux imaginer que ce gouvernement (de la Fédération Wallonie-Bruxelles) puisse aller au bout de la législation". Et il développe: "si à l'intérieur de l'espace francophone, des orientations internes différentes sont prises alors qu'il s'agit de l'institution la moins performante et la moins importante démographiquement parlant, où va-t-on? Avoir un gouvernement de centre gauche à la fédération Wallonie Bruxelles et un gouvernement de centre droit à la → → Région wallonne est à éviter absolument", tranche-t-il avec une certaine férocité.

C'est pourtant bel et bien là où en sont les francophones. Un carrosse brinquebalant, dont toutes les roues se détachent, fait désormais le lien entre Namur et Bruxelles. Septante-cinq députés wallons siègent aussi à la fédération Wallonie-Bruxel-

les. Que va-t-il se passer si tout reste en l'état? Prenez un MR. Une semaine, il sera à Namur et il fera partie de la majorité. Une semaine, il sera à Bruxelles et il sera dans l'opposition. Certains estiment que cette schizophrénie appartient à un fédéralisme adulte qui s'assume.

### **Cliniquement mort**

Alda Greoli en est d'ailleurs l'incarnation. En l'état, à la rentrée de septembre, la double ministre boira le thé avec les socialistes Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt à Bruxelles et prendra le café avec les libéraux Willy Borsus et Jean-Luc Crucke à Namur. La ministre cdH assume: *"Cela va être particulier, avoue-t-elle. Ce serait évidemment plus facile si la même majorité se trouvait des deux côtés. Si nous devions rester dans la même situation, ce que je ne souhaite pas, nous penserons avant tout à l'intérêt de la population, je n'en doute pas. Mes principes politiques restent les mêmes."* Tout va très bien Madame la marquise? *"Ça ne peut avoir vocation à durer comme ça jusqu'en 2019. Mais pour mettre fin à cette situation illisible, il faut une majorité de remplacement"*, soupire Christian Behrendt.

Tout ceci est inconfortable. Et d'abord pour le citoyen. Le constitutionnaliste de l'Ulg n'hésite pas à parler d'un *"gouvernement cliniquement mort et condamné à continuer."* Or, poursuit-il, *"la Fédération est le talon d'Achille de la construction institutionnelle belge. Il s'agit d'une institution chronique-ment sous-financée"*. Et d'ajouter: *"Pourquoi les ministres cdH n'ont-ils pas démissionné? C'est déjà incroyable en soi. Si cela s'était passé au fédéral, si par exemple le CD&V avait subitement annoncé qu'il ne supportait plus la N-VA, le Premier ministre aurait été dans les deux heures chez le Roi."*

Royal, Benoît Lutgen vient donc d'installer un nouveau gouvernement de centre droit en Wallonie. Et voilà. La majorité, issue du résultat des dernières élections, était courte mais suffisante pour le

faire. Il n'y a donc pas à ergoter sur le caractère démocratique de la démarche, comme l'appuie la politologue Caroline Van Wynsberghe. Pour elle, *"évoquer"* un message de l'électeur (qui aurait pu changer entre-temps) n'est rien d'autre qu'une imposture. Cette majorité MR-cdH n'est pas moins légitime que la précédente avec les socialistes. Mais elle ne permet pas d'être dupliquée à la fédération. *"C'est un fou (Lutgen, NDLR) qui s'est lancé dans le brouillard. Je reste abasourdi par une initiative aussi mal calculée"*, déplore Olivier Maingain, qui semble pour une fois chercher ses mots pour qualifier la démarche. *"Inconvenant, peu élégant, distordu... Il a cru qu'il y aurait un effet d'entraînement automatique et que chacun le suivrait. Reste que trois partis, et pas nous (Défi), sont pris dans les scandales: le MR, le PS, le cdH."*

### **Boulevard N-VA**

La politique du fait accompli n'a pas fait son œuvre. Malgré les négociations avec Écolo et Défi, Benoît Lutgen n'est (jusqu'ici) pas parvenu à les convaincre de rallier son barrage au parti socialiste. Olivier Maingain poursuit: *"ma préoccupation est de ne pas passer d'une crise politique à une crise d'institutions. Ce qui peut se passer à Bruxelles dans le groupe des partis néerlandophones échappe aux francophones. Et on entend aujourd'hui que si les socialistes sortaient, ce serait aussi le sp.a qui serait alors remplacé par la N-VA. Ce serait quand même le paradoxe total si Lutgen, qui s'en est pris si durement à la N-VA, traitant même Denis Ducarme de collabo au Parlement, ramenait finalement la N-VA à Bruxelles."* Pour Maingain, on ne pourra former une majorité à la fédération qu'en partant de la réalité des gouvernements régionaux. Une union de tous les partis francophones, ou presque, est une option. Il appelle une solution responsable. *"Je suis furieux que la N-VA ait un boulevard devant elle et se requingue en s'amusant de la situation créée par Benoît Lutgen"*, tonne-t-il.

L'été soufflera-t-il la moindre brise de solution? *"Il ne faut pas exagérer la situation d'une institution dont habituellement tout le monde se fout comme de l'an quarante. Les institutions tournent parce qu'il y a des administrations derrière"*, tempère un expert qui estime que la majorité wallonne MR-cdH est *"rafraîchissante"*. L'institution dont on se fout gère tout de même quelque 10 milliards, contre 13 milliards pour la Région wallonne, et dirige notamment tout notre enseignement. Une broutille? ✖

moins légitime que la précédente avec les socialistes. Mais elle ne permet pas d'être dupliquée à la fédération. *"C'est un fou (Lutgen, NDLR) qui s'est lancé dans le brouillard. Je reste abasourdi par une initiative aussi mal calculée"*, déplore Olivier Maingain, qui semble pour une fois chercher ses mots pour qualifier la démarche. *"Inconvenant, peu élégant, distordu... Il a cru qu'il y aurait un effet d'entraînement automatique et que chacun le suivrait. Reste que trois partis, et pas nous (Défi), sont pris dans les scandales: le MR, le PS, le cdH."*

## **Boulevard N-VA**

La politique du fait accompli n'a pas fait son œuvre. Malgré les négociations avec Écolo et Défi, Benoît Lutgen n'est (jusqu'ici) pas parvenu à les convaincre de rallier son barrage au parti socialiste. Olivier Maingain poursuit: *"ma préoccupation est de ne pas passer d'une crise politique à une crise d'institutions. Ce qui peut se passer à Bruxelles dans le groupe des partis néerlandophones échappe aux francophones. Et on entend aujourd'hui que si les socialistes sortaient, ce serait aussi le sp.a qui serait alors remplacé par la N-VA. Ce serait quand même le paradoxe total si Lutgen, qui s'en est pris si durement à la N-VA, traitant même Denis Ducarme de collabo au Parlement, ramenait finalement la N-VA à*

*Bruxelles."* Pour Maingain, on ne pourra former une majorité à la fédération qu'en partant de la réalité des gouvernements régionaux. Une union de tous les partis francophones, ou presque, est une option. Il appelle une solution responsable. *"Je suis furieux que la N-VA ait un boulevard devant elle et se requingue en s'amusant de la situation créée par Benoît Lutgen"*, tonne-t-il.

L'été soufflera-t-il la moindre brise de solution? *"Il ne faut pas exagérer la situation d'une institution dont habituellement tout le monde se fout comme de l'an quarante. Les institutions tournent parce qu'il y a des administrations derrière"*, tempère un expert qui estime que la majorité wallonne MR-cdH est *"rafraîchissante"*. L'institution dont on se fout gère tout de même quelque 10 milliards, contre 13 milliards pour la Région wallonne, et dirige notamment tout notre enseignement. Une broutille? ✖

## Écolo se situe du côté des solutions

### Avant de partir en montagne avec ses enfants, Patrick Dupriez, coprésident d'Écolo, raconte ses six semaines de folles négociations.

**La 19 juin, Benoît Lutgen retirait la prise des gouvernements francophones...**

**PATRICK DUPRIEZ** La totale impréparation de Benoît Lutgen s'est révélée, au fil des semaines, pire que ce que nous le pensions. Et on reste aujourd'hui dans de profondes incertitudes pour Bruxelles et pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec un risque d'enlisement et de chaos.

**Écolo n'apportera pas de solution en montant au gouvernement bruxellois ou à la fédération? C'est mort?**

Écolo se situe toujours du côté des administrations et des OIP (organismes d'intérêts publics) est liée à ça. Le cdH ne s'est d'ailleurs jamais comporté autrement que le PS mais en étant moins puissant. Cette politisation est génératrice d'énormément de problèmes, notamment démocratiques.

**En 2009, Écolo aurait pu mettre le PS dans l'opposition mais votre parti**

**a préféré former un gouvernement PS-cdH-Écolo.**

La question se posait. Finalement, on a préféré une majorité plus progressiste d'un point de vue économique et qui garantisse des politiques socialement justes. C'est peut-être une occasion manquée en 2009. Mais le cdH a surtout raté l'occasion, il y a trois ans, de choisir le MR qui avait progressé aux élections.

**Vous pourriez voler au secours de la fédération?**

La question d'entrer dans une majorité

solutions. Ceci étant, c'est Benoît Lutgen qui a déclenché la crise. Il l'a même créée. Il lui appartient donc de trouver des solutions. Il a fait pression pour qu'Écolo soit l'appoint. Il y aura encore des pressions. Mais nous restons sur notre ligne. Pour nous, il faut un changement profond et pas simplement un autre casting. Par ailleurs, il nous paraît normal qu'un tel bouleversement se passe à la suite d'élections.

**Que le PS soit dans l'opposition, c'est quand même une bonne chose ou même pas?**

Il y a un problème avec le PS. Ils sont au pouvoir de manière ininterrompue ne se pose plus. Mais nous sommes toujours d'un grand secours. Chaque fois que les décisions politiques vont dans le bon sens, on les soutiendra. Et puis, des majorités ric-rac comme en Wallonie ou aléatoires comme en Fédération Wallonie-Bruxelles, cela va renforcer le travail des parlements et leurs poids. En attendant, ce qui me sidère, c'est la légèreté de l'accord wallon. On a une succession de poncifs et une absence d'objectifs, de moyens pour obtenir ces grandes incantations. Y compris dans le domaine de l'emploi. Il n'y a aucune innovation. Cela frise l'indigence.

**Pourquoi ?**

Cette déclaration est un enfumage. Et vous savez quoi? Quand Benoît Lutgen a voulu négocier avec nous, il est arrivé avec 85 propositions de bonne gouvernance. Et la première était d'attribuer une feuille de route précise au gouvernement pour que chaque mesure puisse être évaluée en toute transparence. Ça nous avait fait sourire parce que ça semblait tellement évident. Mais ici il n'applique même pas sa première règle de gouvernance.